



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 7 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 juillet 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoints, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, M. CASTETS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. GABARD, Mme FLORENTIN à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme LUCKHAUS à Mme HIMPENS, M. MONMARCHON à Mme MERCHADOU, Mme BERTHIOT à M. RIMARK

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Ketty BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 5

Abstention : 0

### **24 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS - CASERNEMENTS- AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER**

#### **Le Conseil Municipal délibère à la majorité**

Par délibération du 19 mars 2013, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer des conventions d'occupation du domaine public constitutive de droits réels pour les locaux de la Citadelle et notamment les casernements.

Dans le cadre de ce projet de « réouverture des volets », la ville de Blaye a été sollicitée par la société CARPE DIEM, pour pérenniser son activité de bar-restaurant saisonnier « LE P'TIT CANON » située au 3, place d'armes dans la Citadelle.

Cet espace de 3,5 casernements (environ 123 m<sup>2</sup>) avec une terrasse attenante de 91 m<sup>2</sup>, est dédié aux activités suivantes :

- bar – restaurant
- vente de produits régionaux

Le projet de convention, joint en annexe, présente notamment les notions suivantes :

- une durée d'occupation de 30 ans,
- la réalisation des travaux suivants à la charge du bénéficiaire :
  - o reprise de la couverture (reprise des arases)
  - o couverture en tuiles creuses
  - o charpente
- une redevance annuelle, composée d'une part fixe de 1 750 €, et d'une part variable calculée en fonction du chiffre d'affaire annuel de l'année N-1. Cette part variable est nulle si le chiffre d'affaire est inférieur à 100 000 € HT ; elle est de 2% du chiffre d'affaire si celui-ci est égal ou supérieur à 100 000 € HT.

Ce projet de convention ne concerne que les casernements. L'occupation de la terrasse sera soumise aux taxes sur les terrasses.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser M le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 26 juin 2015 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 09/07/15  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20150707-21650-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

